

Bataille des non-dits au ministère de l'Industrie

Page 24

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4766 - Ven. 26 - Sam. 27 avril 2019 - Prix : 10 DA

Nécessité d'un programme de dépistage plus efficace
Le nombre de cancers en augmentation inquiétante

Page 24

Talaie El-Houriyet, FJD, El-Bina, Al-Fajr El-Jadid, PLJ et SNPSP

Le pôle des «Forces du changement» pour une rencontre nationale

Page 3

Réunifications toujours incertaines

Par Mohamed Habili

La réunification de la Syrie et de la Libye, plus que jamais à l'ordre du jour, ne semble pas néanmoins devoir se réaliser dès cette année, encore que celle-ci entame à peine son deuxième trimestre. Mais, des deux cas, c'est aujourd'hui le premier qui est le plus avancé dans cette voie, vu que c'est la réunification même qui est l'enjeu de la bataille de Tripoli, qui va sur sa quatrième semaine. De la tournure que cette bataille prendra dans les jours qui viennent, on saura si la Libye est près ou non de recouvrer son unité. Des indices toutefois laissent penser qu'une victoire rapide des forces dirigées par le maréchal Haftar, la seule issue qui à la rigueur soit acceptable par la communauté internationale, et d'abord parce qu'elle la prendra de court, n'est pas acquise. Les affrontements se sont déjà soldés par quelque trois cents morts, et bien plus de blessés, en plus des centaines de civils déplacés. L'offensive lancée le 4 avril par l'Armée nationale libyenne n'a droit qu'à la victoire, qui plus est à une victoire qui soit économe en termes de temps et de vies humaines. On n'imagine pas qu'elle puisse durer des mois, sans même parler d'années, sans qu'il devienne patent qu'elle a échoué. En l'occurrence en effet l'enlèvement n'est pas moins un échec qu'une retraite, même s'il semble moins grave pour les attaquants. Pour autant, une défaite de l'ANL dans son assaut sur Tripoli n'enterre pas définitivement le projet de réunification de la Libye, même s'il semble un projet entretenu par le seul camp de Tobrouk.

Suite en page 3

Mobilisation populaire intacte

Le peuple ne décolère pas



Ph.D. R.

Encore une fois, la mobilisation populaire était importante pour exiger une véritable transition démocratique sans les figures du régime. Lire page 2

Béchar

Les gravures rupestres de Taghit, un patrimoine en péril

Page 4

Documentaire de Bahia Bencheikh Lefgoun
«Fragments de rêves» projeté à Alger

Page 13

Mobilisation populaire intacte

Le peuple ne décolère pas

■ Encore une fois, la mobilisation populaire était importante pour exiger une véritable transition démocratique sans les figures du régime.

Ph/E. Soraya/J. A.



Hier, encore, la capitale a vibré pour la dixième fois consécutive, au rythme d'une grande manifestation, comme toujours pacifique. Comme chaque vendredi, le peuple algérien a réitéré sa principale revendication : une véritable transition démocratique sans les figures du régime. A partir de 8h00, les véhicules de police sont déjà stationnés à l'intérieur du tunnel des facultés qui sera fermé aux manifestants, comme vendredi passé. Le dispositif policier est presque le même que vendredi passé. Des policiers patrouillent à pied, contrôlent les manifestants qui portent des bagages ou des sacs à dos.

Il n'était pas encore 09h00. Le rassemblement a débuté devant la Grande Poste. Ils sont arrivés tôt le matin pour faire entendre leur voix et en reprenant les mêmes slogans scandés lors des précédentes marches populaires, dont le changement radical dans la gestion des affaires politiques du pays. Les premiers manifestants ont passé la nuit à Alger pour se joindre à la manifestation au niveau de la Grande poste de la place Maurice Audin. Ainsi, les manifestants scandaient : «Le peuple veut qu'ils partent tous!» «Silmiya silmiya» et «Ullac smah ulac». Vers 09h40, les manifestants, très nombreux déjà ont observé une minute de silence à la mémoire des victimes de l'effondrement d'un immeuble à La Casbah à l'esplanade de la Grande poste. À peine 10h00, l'esplanade de la Grande Poste était quasiment noire de monde. Aussi, sur la place Audin, Hassiba Ben Bouali et sur Didouche, les manifestants commencent à affluer. Le tunnel des facultés étant toujours fermé par la police. Devant la Grande Poste, des manifestants ont simulé une élection avec une urne transparente.

A noter que les accès routiers vers Alger ont été quasiment bloqués par la gendarmerie, qui a procédé à des fouilles des voitures, empêchant ainsi les citoyens de se rendre sur Alger. Aussi, les hélicoptères des services de sécurité commençaient à survoler Alger.

En famille, entre amis ou seuls, ces citoyens, brandissant des drapeaux au couleurs nationale et amazighe ainsi que des banderoles réclamant notamment le départ immédiat du système en place, ont sillonné plusieurs quartiers d'Alger, avant de se rassembler au niveau de la Grande Poste, la Place du 1^{er} Mai et la place Maurice-Audin. Une forte présence de femmes, notamment de jeunes filles et même de dames âgées, et des

enfants, même en bas âge, a été constatée lors de ces manifestations, notamment dans l'après-midi.

La foule impressionnante a commencé à se former en début d'après-midi. De la place de la Grande Poste au boulevard Mohamed V, Alger était noire de monde. Malgré le refoulement des manifestants venus des autres wilayas, la place de la Grande Poste était noire de monde.

En début d'après-midi, ils étaient très nombreux à défilé à travers les principales artères de la capitale, munis pour la plupart, de leurs smartphones pour immortaliser ces moments historiques. «Silmiya, Silmiya», (Pacifique, pacifique), scandaient les citoyens qui ont exprimé leur détermination à poursuivre ces marches.

«Le changement radical de tout le système», «une transition réelle et démocratique», «la réforme et l'indépendance de la justice» et «la lutte contre la corruption» sont les slogans phares scandés par des centaines de milliers de citoyens des différentes wilayas du pays pour faire aboutir, en ce 10^e vendredi consécutif, leurs principales revendications. Les manifestants ont réitéré leur appel pour le respect de la volonté du peuple et le soutien de l'Armée nationale populaire.

Encadrées par un dispositif de sécurité discret, déployé dans certains points névralgiques notamment à l'intérieur du tunnel des facultés pour éviter tout dérapage, les manifestations se sont déroulées dans le calme et sans violence.

Notons que pour éviter le scénario de la marche du 12 avril dernier, un groupe de «gilets oranges», appelé «rempart citoyen» constitué de jeunes volontaires s'est défini comme mission de s'interposer entre les policiers et les manifestants pour prévenir et éviter tout dérapage.

Mobilisation dans les wilayas

Par ailleurs, des marches tout aussi imposantes que celles de la capitale revendiquant le départ des symboles du système ont eu lieu à Bou Arréridj, Tizi Ouzou Béjaïa, Bouira, Batna, Constantine, Annaba, Oran, M'sila... Munis de banderoles et de pancartes, les manifestants à travers le pays, appelant au «changement du système», ont eux aussi revendiqué «une période de transition», «L'ouverture des dossiers de corruption par la justice et la dilapidation des deniers publics», «La souveraineté appartient exclusivement au peuple».

Louiza Ait Ramdane



Ph/S.D. R.

— Talaie El-Houriyet, FJD, El-Bina, Al-Fajr El-Jadid, PLJ et SNPSP —

Le pôle des «Forces du changement» pour une rencontre nationale

■ Lors de leur 9^e rencontre de concertation, des partis de l'opposition, syndicats et personnalités politiques nationales, regroupés sous l'appellation de «Forces du changement en faveur du choix du peuple», ont appelé avant-hier à l'organisation d'une «rencontre nationale» afin de trouver une solution à la crise politique que traverse le pays.



Par Lynda Naili

L'accent a été mis, lors de cette rencontre, sur la nécessité de «former une commission qui se chargera d'organiser une rencontre nationale des Forces du changement qui soit ouverte à tous les acteurs de la société, à l'exception des parties ayant été à l'origine de la crise actuelle, et ce, afin de rechercher une solution qui puisse répondre aux revendications pacifiques du peuple», lit-on

dans un communiqué sanctionnant la rencontre. Se disant ouverts à toute initiative pouvant contribuer à satisfaire les revendications populaires, les participants à cette rencontre ont réitéré leur attachement au dialogue en tant que principe à même de trouver une issue à cette situation.

Ils ont salué, par la même occasion, l'appel au dialogue exprimé par l'Armée nationale populaire (ANP) dans son communiqué rendu public mercredi dernier.

Après avoir réitéré leur soutien au Hirak populaire et à la sauvegarde de la cohésion de l'élan populaire pacifique, les participants ont souligné l'impérative préservation de l'indépendance de la justice dans le traitement de tous les dossiers ainsi que le respect des règles de la justice, de l'impartialité et de l'équité. Ils ont également appelé à prendre des mesures «urgentes» pour récupérer l'argent public détourné et protéger la richesse populaire, mettant l'accent sur la nécessité d'infor-

mer l'opinion publique sur les poursuites judiciaires lancées dans les dossiers de corruption. Notons que le pôle des «Forces du changement» regroupe plusieurs partis politiques de l'opposition tels que le Front pour la Justice et le développement (FJD), Talaie El-Houriyet, le mouvement El-Bina, al-Fajr al-Jadid, Parti de la liberté et de la justice (PLJ), le Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP) et nombre de juristes et d'acteurs politiques.

L. N.

AADL 2

Près de 54 000 souscripteurs convoqués pour choisir leur site

Selon Kamel Beldjoud, ministre de l'Habitat, «les 53 989 souscripteurs au programme AADL 2 de 26 wilayas ayant versé la première tranche peuvent désormais choisir le site de leur logement».

En effet, en présence des cadres du ministère et du directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a supervisé le lancement de la cinquième opération de choix des sites au titre du programme AADL 2 au profit de 53 989 souscripteurs de 26 wilayas ayant versé la première tranche. Cette opération concerne les wilayas de Laghouat, Batna, Blida, Bouira, Tébessa, Tiaret, Tizi Ouzou, Alger, Jijel, Mostaganem, Bordj, Bou Arréridj, Mila, Mascara, Oran, Illizi, Sétif, Skikda, Sidi Bel-Abbès, Annaba,

Médéa, Tissemsilt, Souk Ahras, Tipaza, Relizane et Ain Témouchent. Le quota de la wilaya d'Alger concerne 10 818 souscripteurs, contre 6 800 de Blida, 4 129 de Tizi Ouzou, 4 077 d'Annaba, 2 450 de Tiaret, 2 300 de Jijel et 2 000 d'Oran. Une fois le site choisi, les souscripteurs peuvent retirer leur ordre de versement à partir de leur domicile et procéder au paiement de la deuxième tranche, a indiqué Beldjoud, relevant que l'opération se poursuivra jusqu'à ce que l'ensemble des souscripteurs soient convoqués. Les souscripteurs n'ayant pas reçu de convocation pour cette opération, seront convoqués lors de la prochaine, a-t-il rassuré. Selon Beldjoud, les projets «AADL» sont sur la bonne voie et selon l'agenda arrêté. Il convient de rappeler que le directeur général de l'AADL, Saïd Rouba, avait indiqué, à l'occasion de la ren-

contre de présentation de la nouvelle application dédiée aux souscripteurs de la formule AADL pour le suivi en temps réel des dossiers d'acquisition par les souscripteurs, que «la réalisation du programme de 90 000 logements du programme AADL 2 au titre de l'année en cours débutera avant la fin du premier trimestre 2019». Rouba avait également précisé que l'opération de choix des sites des logements par les souscripteurs sera ouverte «progressivement dès le lancement de ces projets». Par ailleurs, lors de cette rencontre, une nouvelle application électronique a été présentée, destinée aux souscripteurs du programme AADL leur permettant de suivre leurs dossiers d'acquisition à partir du paiement de la première tranche jusqu'à la remise des clés. Maintenant opérationnelle depuis février dernier, cette application est donc dispo-

nible sur le site web de l'AADL www.aadl.com.dz. En outre, selon les représentants de l'AADL, cette application permettra aux souscripteurs de récupérer ou de déposer à distance les ordres de versement tout en réduisant les délais de réponse des différentes requêtes dont celles des recours. Enfin, pour rappel, en 2018, un programme de 120 000 logements de type location-vente (AADL) a été lancé. En octobre dernier, la troisième opération de choix des sites a été lancée au profit des souscripteurs au programme AADL 2 (2013). 73 317 unités ont été soumises à l'opération de choix à travers 31 wilayas. Le programme de logements pour la période 2015-2019 comprend 470 000 logements AADL auxquels s'ajoutent 90 000 unités inscrites au titre du programme de 2019.

Thinhinene Khouchi

LA QUESTION DU JOUR

Réunifications toujours incertaines

Suite de la page une

Théoriquement du moins, là où un des deux camps a échoué, l'autre peut réussir, d'autant que c'est là pour lui la seule façon de garantir sa survie. Pour le moment, le gouvernement d'union nationale exige non seulement que l'offensive soit stoppée, mais que les attaquants reviennent là d'où ils sont partis. Le plus probablement cependant est qu'il ne se contentera ni de l'un ni de l'autre, mais qu'il lancera ses propres forces à leur poursuite si jamais ils tournent le dos. Le monde se montre disposé à tout pardonner au maréchal Haftar (pour preuve, il n'a pas vraiment condamné son offensive), à condition qu'il mène rondement son affaire. Probablement, il fera preuve de la même compréhension à l'endroit du camp de Tripoli s'il tente à son tour de réunifier la Libye sous son hégémonie. Les pays concernés par le sort de la Libye, ceux du voisinage comme les grandes puissances, n'ont de cesse d'appeler les protagonistes libyens à une solution négociée, tout en sachant que la seule solution possible est en réalité d'ordre militaire. S'ils divergent en fait, c'est juste en ceci qu'ils ne soutiennent pas tous le même camp libyen. Or on ne savait pas avant l'offensive sur Tripoli que le camp de Tobrouk soit aussi isolé. Jusque-là on n'était pas loin de penser juste le contraire, que c'était Tobrouk qui l'était. Quant à l'autre réunification, celle de la Syrie, elle est aujourd'hui plus lointaine qu'elle ne l'était il y a quelques temps. L'armée syrienne, qui depuis maintenant plusieurs mois contrôle les deux tiers du pays, bute non plus sur les forces qu'elle a combattues jusque-là, et quelle a défaits grâce notamment à l'appui de ses alliés, mais sur les forces turques et américaines, pour ne parler que des plus importantes. A vrai dire, la Syrie bute aussi sur le processus d'Astana (sur celui de Noursoultan, devrait-on dire, la capitale du Kazakhstan ayant encore une fois changé de nom), elle qui a pu échapper à celui de Genève.

M. H.

Béchar

Les gravures rupestres de Taghit, un patrimoine en péril

■ Les stations de gravures rupestres de Taghit, un patrimoine culturel matériel humain, sont actuellement en péril et des retards sont mis dans la concrétisation du schéma de protection de ces sites d'une grande importance de l'histoire humaine, de l'avis même des responsables du secteur.

Par Siham N.

«**L**a mise en œuvre de ce schéma approuvé en 2016 par la direction locale du secteur de la Culture et l'Assemblée populaire de wilaya (APW), et qui concerne les trois stations de Taghit, celles de Zaouia Tahtania, et deux autres dans les localités de Berrebi et Hassi Laouedj, qui relèvent de la commune de Taghit (97 km au sud de Béchar), attend encore le déblocage des crédits par le ministère des Finances pour couvrir les travaux prévus au titre du schéma de protection de ces stations», a affirmé à l'APS le directeur local du secteur, Abdelkader Djenaihi. Ce schéma, qui a fait l'objet d'un large débat par les membres de l'APW et dont l'élaboration a nécessité un financement sectoriel de 10 millions DA, prévoit l'aménagement de l'axe routier menant aux stations de Taghit sur un linéaire de 20 km, en plus de la création d'un centre d'orientation et d'information sur l'art rupestre. Il prévoit également la création d'un

musée de la préhistoire à Taghit, dans le but d'une meilleure éducation du public sur l'intérêt de la préservation de ce patrimoine matériel, en plus du renforcement du gardiennage des lieux, délaissés aux aléas de la nature et aux actes de vandalisme. «C'est au mois de juin 2016 que les dossiers culturels, administratifs et les études techniques ont été finalisés et approuvés par l'APW, puis adressés au ministère de tutelle pour approbation par les instances nationales et sa parution au Journal officiel», a fait savoir M. Djenaihi.

Des gravures rupestres souillées par le vandalisme

Les stations de gravures rupestres de Taghit, localisées sur une zone à protéger de 500 ha à quelques encablures de Taghit, sont des gravures préhistoriques d'âge néolithique dont les dessins sur les roches mettent en évidence, outre des représentations humaines, plusieurs espèces animales ayant



vécu jadis dans la région, notamment des antilopes, des éléphants, des autruches, des gazelles, des chameaux et des

girafes, selon le schéma de leurs protection. «Cependant et malgré leur grande valeur historique, certains de ces dessins ont été

dégradés par de la peinture et des graffitis, actes de vandalisme d'individus inconscients de leur portée historique humaine», a déploré M. Djenaihi. «La grande satisfaction vient des quatre stations de gravures rupestres datant de plus de 8 000 ans, découvertes il y a plus de cinq années dans le site de Khenag Tsawir (gorge des images), situé dans une zone désertique à 16 km à l'ouest du chef-lieu de la commune d'Abadla (88 km au sud de Béchar), qui n'ont jamais été dégradés de par leur éloignement des activités humaines», a ajouté M. Djenaihi. Ces stations comprennent une quarantaine de dessins de bovidés et autres espèces animales de l'époque, et sont localisées dans un site à haute valeur historique, étant donné la présence de sépultures, de poterie et plusieurs autres matériaux archéologiques, d'une grande importance pour la connaissance de l'histoire de la région de la Saoura, du pays et de l'humanité, selon le même responsable.

S. N./APS

Constantine

La fête de la distillation enveloppe la ville des odeurs des bigaradiers et des rosiers

La fête annuelle de la distillation de l'eau de rose et de fleur d'oranger, une tradition intemporelle à Constantine, bat son plein depuis quelques jours et enveloppe le centre-ville d'une odeur suave et enivrante des premiers «boutons» de bigaradiers et de rosiers. Patrimoine immatériel jalousement préservé, la distillation d'eau de rose et fleur d'oranger, marquant la renaissance de la nature dans l'antique Cirta, a donné lieu à des expositions et des salons dédiés aux plantes et aux fleurs et à des opérations de distillation «on live» aux allées Benboulaïd, à

proximité du jardin Benacer, au cœur de la ville du Vieux Rocher, qui foisonne tant de curieux que de clients. Installant son alambic dans un stand de cette exposition, l'artisane Louisa affirme que le marché de la distillation de l'eau de rose et de fleur d'oranger à Constantine «ne s'est jamais bien porté comme ces dernières années». «J'ai beaucoup de commandes à honorer et des clients de Constantine et des villes limitrophes», s'empresse-t-elle à dire, attestant que le Salon annuel de la distillation «dope» les affaires des artisans et horticulteurs. Opération déli-

cate, la distillation d'eau de rose et de fleur d'oranger requiert la maîtrise de «certaines astuces» pour obtenir un authentique «rass el qetta» (essence de l'eau de rose), s'accordent à dire des distillateurs. Cette année encore, une «kouba» (mesure représentant le contenu d'un tamis) de fleurs d'oranger est cédée entre 2 000 et 2 500 DA, tandis que le prix de la même mesure de feuilles de rose oscille entre 3 000 et 3 600 DA. Les bigaradiers et les rosiers de la vallée de Hamma-Bouziane demeurent les plus prisés à Constantine, même s'ils sont souvent cédés plus

cher. A la maison de la culture Malek-Haddad, la distillation de l'eau de rose et de fleur d'oranger est également fêtée à travers une belle exposition mettant avant un savoir-faire et un savoir vivre séculaire de l'antique Cirta. Des dinandiers exposent des alambics de différentes dimensions et perpétuent un métier en voie de disparition alors que des vanniers aux mains habiles proposent des fiasques enveloppées en osier, l'indispensable «megueffa» pour préserver des années durant l'incomparable odeur de l'eau de rose et des fleurs d'oranger. A Malek-

Haddad, c'est également l'occasion de revisiter l'art culinaire d'une cité bimillénaire, où l'eau de fleur d'oranger et de rose est très présente dans sa gastronomie locale. En véritables artistes, des chefs offrent aux visiteurs des moments de plaisir et d'émotion uniques, renouvelés à chaque dégustation de makroud, t'charek, taminet el louz ou encore r'fiss, de m'cheleouech, et Shbah Essafra, autant de petits délices parfumés au «ma Z'har» (eau de fleur d'oranger) et eau de rose.

Hani T./APS

Le FMI est formel :

Les pays du Maghreb doivent renforcer leur intégration économique

Les cinq pays du Maghreb, membres de l'Union du Maghreb arabe (UMA), voient les possibilités de commerce régional entre eux largement sous-exploitées et doivent renforcer leur intégration, a indiqué le Fonds monétaire international (FMI) sur son site web. Ainsi, selon le FMI, Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie, ayant créé en 1989 l'UMA pour promouvoir la coopération et l'intégration économique, sous-exploitées trente ans plus tard, doivent aujourd'hui renforcer l'intégration pour créer des emplois pour leur population jeune et en

augmentation. Dans une étude réalisée par l'analyste à la Direction du département de la stratégie, Ramzy Al Amine, le directeur de la division Maghreb du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI, Jean-François Dauphin et le chef de mission pour l'Algérie, Alexei Kiryev, il est assuré qu'accélérer l'intégration régionale permettrait de stimuler la croissance, de créer des emplois et d'ouvrir de nouveaux horizons pour près de 100 millions de personnes dans cette région. A l'heure actuelle, le commerce entre les pays du Maghreb ne

porte que sur quelques biens, notamment des combustibles et des hydrocarbures que l'Algérie exporte vers la Tunisie et le Maroc, des huiles végétales, des machines, du fer et de l'acier que la Tunisie exporte vers l'Algérie, la Libye, et du fer, de l'acier, des articles d'habillement, des véhicules et des appareils électriques que le Maroc exporte vers l'Algérie, la Tunisie et la Mauritanie, souligne l'étude. «Selon nos calculs, il existe de nombreuses possibilités d'accroître les échanges. Des flux d'exportation supplémentaires pourraient porter, par exemple,

sur les services de transport, les produits alimentaires, les métaux et les produits chimiques marocains à destination de la Tunisie», ont indiqué les auteurs de l'étude. Selon eux, une plus grande ouverture au commerce interrégional de biens et de services permettrait de créer un vaste marché qui rendrait la région plus attrayante pour les investisseurs. Elle contribuerait à la constitution de chaînes d'approvisionnement régionales et à leur insertion dans les chaînes de valeur mondiales, et rendrait le Maghreb plus résilient face à des chocs économiques, ont-ils

ajouté. En bref, l'intégration serait une source de croissance et d'emplois bienvenus. Ainsi, selon l'étude du FMI, la croissance dans les pays du Maghreb pourrait s'accroître de 1 point de pourcentage à long terme. Les périodes de crise économique ou de transition politique peuvent être propices à une intégration plus rapide, est-il noté dans la publication qui relève également le rôle de puissants accélérateurs de l'intégration économique qui pouvaient jouer les nouvelles technologies, qui, elles, ne connaissent pas de frontière.

Daili Faci

Pétrole

Le panier de l'Opep à plus de 74 dollars le baril

■ Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a progressé à 74,04 dollars le baril jeudi, contre 73,43 dollars la veille (mercredi), a indiqué l'Organisation pétrolière hier sur son site web.

Par Mahi O.

Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen(Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). Le même jour, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 75,23 dollars à Londres en cours d'échanges, en hausse de 66 cents par rapport à la clôture de mercredi, après avoir culminé à 75,42 dollars. A New York, le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance gagnait 20 cents à 66,09 dollars, quelques minutes après avoir atteint 66,16 dollars, un plus haut également depuis quasi six mois. Les prix avaient bondi lundi après que les Etats-Unis ont annoncé l'annulation des exemptions américaines qui permettaient à certains pays d'importer du brut iranien malgré des sanctions de Washington. «En théorie, cela devrait sortir entre 1

et 1,3 million de barils par jour du marché», a estimé un analyste, même si selon lui, «cela reste à voir». L'Arabie saoudite, premier exportateur mondial, a en effet déjà promis d'augmenter ses extractions pour compenser les barils iraniens, même si le ministre de l'Energie, Khaled al-Faleh, a précisé mercredi que cette hausse ne se ferait pas «immédiatement», selon des propos rapportés par l'agence Bloomberg. Jeudi, la hausse du WTI était moins marquée alors que l'Agence américaine d'information sur l'énergie a fait état mercredi de stocks de brut plus importants que prévu aux Etats-Unis. Ceux-ci ont ainsi augmenté de 5,5 millions de barils lors de la semaine achevée le 19 avril. Toute hausse des réserves américaines de brut est généralement interprétée comme le signe d'une moindre demande dans la première économie au monde.

Bénéfice en baisse pour Total au premier trimestre

Total a publié hier des résultats en légère baisse au titre du premier trimestre 2019, sous le coup du recul aussi bien des cours du Brent que de ceux du gaz, ce qui n'empêche pas le



groupe français de confirmer une nouvelle fois sa politique de retour aux actionnaires. Total a publié hier des résultats en légère baisse au titre du premier trimestre 2019, sous le coup du recul aussi bien des cours du Brent que de ceux du gaz, ce qui n'empêche pas le

groupe français de confirmer une nouvelle fois sa politique de retour aux actionnaires. La deuxième compagnie pétrolière européenne par la capitalisation boursière, derrière Royal Dutch Shell, a noté dans un communiqué que malgré le recul de 4% de son bénéfice, sa rentabilité des capitaux

propres s'était maintenue à 12%. Avec un prix du Brent qui s'est établi en moyenne à 63 dollars le baril au premier trimestre, en baisse de 6% par rapport à l'an dernier, et un prix de gaz en retrait de 11% en Europe et de 30% en Asie, le bénéfice net ajusté est revenu à 2,759 milliards de dollars sur la période, contre 2,884 milliards il y a un an alors que le consensus réalisé par Infrnt Data pour Reuters était de 2,773 milliards. Il s'agit du premier recul trimestriel du groupe depuis les trois derniers mois de 2016. La production trimestrielle d'hydrocarbures du groupe s'est établie au niveau record de 2,946 millions de barils équivalent pétrole par jour (le consensus tablait sur 2,948 millions), enregistrant une hausse de 9%. Sur l'ensemble de l'année, Total voit la croissance de la production «dépasser les 9% (...) grâce à la montée en puissance de projets démarrés en 2018 et aux démarrages cette année de Kaombo Sul en Angola, Iara 1 au Brésil, Culzean au Royaume-Uni et Johan Sverdrup en Norvège».

M. O./APS

Changes

La valeur de l'euro en hausse face au dollar

L'euro remontait un peu hier face au dollar au lendemain d'un plus bas depuis mai 2017, dans un marché tourné vers la publication du PIB américain. En fin de matinée, l'euro s'échangeait à 1,1142 dollar, contre 1,1132 dollar jeudi soir. Il était descendu jusqu'à 1,1118 un peu plus tôt. «Les cambistes se tournent vers le dollar, considéré comme une valeur refuge, alors que les problèmes économiques de la zone euro se poursuivent», a expliqué un analyste, alors que des données économiques moins bonnes qu'attendu ont récemment été publiées. Concernant le billet vert, les investisseurs tourneront leur regard vers la première estima-

tion du Produit intérieur brut des Etats-Unis au premier trimestre, attendue plus tard dans la journée. Ce chiffre «préparera le terrain pour la décision à venir, la semaine prochaine, de la Réserve fédérale américaine, tandis que les investisseurs essaient d'anticiper comment la Banque centrale la plus importante du monde va réagir face à la série d'indicateurs économiques solides qu'ont connue les Etats-Unis ces derniers temps», a commenté un autre analyste. Enfin, ce week-end auront lieu les élections législatives en Espagne. «Si les socialistes font moins bien que prévu et que le résultat ouvre la voie à une coalition comprenant le parti populiste Vox, cela

aura un impact négatif pour le marché et l'euro, alors que cette hypothèse n'a pas été intégrée dans les cours», ont estimé des analystes. Les législatives s'annoncent très serrées. Selon des sondages récents, les socialistes sont donnés favoris mais n'obtiendraient pas la majorité à eux seuls. Inexistante dans les sondages il y a à peine un an, la formation d'extrême droite Vox a provoqué un séisme lors des élections régionales de décembre dernier en Andalousie (sud) en recueillant près de 11% des voix et en aidant la droite à chasser les socialistes du pouvoir dans leur fief historique. La livre britannique était stable vendredi matin face à la monnaie

européenne, à 86,33 pence pour un euro contre 86,30 jeudi soir, et progressait légèrement face au billet vert, à 1,2907 dollar au lieu de 1,2899 la veille. Le yen se stabilisait face à la devise européenne à 124,41 yens pour un euro contre 124,36 yens jeudi soir, et face à la monnaie américaine à 111,66 yens pour un dollar contre 111,63 yens jeudi soir. La devise suisse baissait face à l'euro, à 1,1371 franc suisse pour un euro contre 1,1359 jeudi, et se maintenait face au billet vert à 1,0206 franc suisse pour un dollar contre 1,0203 la veille. La monnaie chinoise valait 6,7353 yuans pour un dollar, contre 6,7435 yuans la veille au soir. Salem K.

Japon

Recul de la production industrielle et petite hausse du chômage en mars

La production industrielle au Japon a décliné en mars, après un modeste rebond en février, tandis que le chômage a légèrement augmenté, à 2,5%, tout en restant au plus bas en un quart de siècle. La production des usines, morose récemment sur fond de ralentissement de la demande venant de Chine notamment, a reculé de 0,9% le mois dernier, selon les données préliminaires publiées hier par le ministère de l'Industrie (Meti) qui a dégradé son diagnostic, jugeant désormais «la tendance faible». Les industriels sondés par le ministère parient, certes, sur une augmentation de

2,7% en avril, puis de 3,6% en mai, mais ces données sont généralement à prendre avec précaution. Ce recul du mois de mars «suggère une contraction du Produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre plus prononcée que ce que nous avions anticipée», a réagi le cabinet d'études Capital Economics dans une note. Par ailleurs, «un fort rebond de l'activité au deuxième trimestre n'est pas au programme», avertit-il. Le Japon deviendra bientôt le premier pays dit «ultra-âgé» de la planète, ce qui signifie que 28% d'habitants auront 65 ans et plus. Ils seront près de 40% en 2050. En outre, se

profile un relèvement de la taxe sur la consommation, qui doit passer de 5% à 8% en octobre 2019. Dans ce contexte, la Banque du Japon (BoJ) a promis jeudi de maintenir sa politique monétaire accommodante «jusqu'au printemps 2020 au moins», afin de doper l'activité et l'inflation. Sur le front de l'emploi, le taux de chômage a progressé de 0,2 point en mars à 2,5% de la population active, a annoncé hier le ministère des Affaires intérieures. Il oscille autour de ce niveau depuis environ un an. Les conditions d'emploi sont toujours extrêmement favorables avec 163 offres pour 100

demandes (comme les quatre mois précédents). Mais ces statistiques positives, régulièrement mises en avant par le Premier ministre Shinzo Abe pour vanter sa stratégie de relance «abenomics», résultent surtout d'une précarisation de l'emploi et du déclin démographique. Pour tenter de compenser cette baisse de la population, le gouvernement a décidé d'accepter davantage de travailleurs étrangers dans les domaines les plus touchés par la pénurie de main-d'œuvre (soins, agriculture, bâtiment, etc.), avec la création de nouveaux types de visa. R. E.

Wali d'Alger :

Parachèvement de la mise en œuvre du Schéma d'aménagement de la wilaya

■ Le nouveau wali d'Alger, Abdelkhalek Siouda, a affirmé jeudi qu'il s'emploierait au parachèvement de la mise en œuvre du Plan stratégique d'aménagement de la wilaya d'Alger (2009-2035), tout en améliorant un service public de qualité en faveur des citoyens.

Par Nabila T.

S exprimant à l'occasion de la prise de ses nouvelles fonctions de wali d'Alger en remplacement de Abdelkader Zoukh, M. Siouda a déclaré qu'il veillerait au « principe de la continuité de l'administration et des structures publiques », étant « déterminé à poursuivre la mise en œuvre du Plan stratégique d'aménagement et d'urbanisme de la wilaya d'Alger (2009-2035) ». Dans son allocution prononcée devant les représentants du corps sécuritaire et des membres des Assemblées élus de la wilaya et des communes en présence des directeurs exécutifs et représentants de la société civile, le wali a estimé que les grands projets s'inscrivant dans le cadre du Schéma stratégique pour le développement de la capitale visent son « développement », citant les réalisations enregistrées notamment « l'amélioration des transports, la restructuration du tissu urbain, la réactivation du centre historique de la capitale, les rééquilibrages écologiques et la préservation des terrains agricoles ». Soulignant la nécessité « de mobiliser de manière raisonnable toutes les potentialités pour l'amélioration du service public », le nouveau wali d'Alger a appelé les élus locaux et les députés des deux chambres à être « au service des citoyens » dans la transparence et à assurer un service public « de qualité

et de proximité ». Au volet du développement économique de la capitale, M. Siouda a mis en avant sa détermination à « relancer toutes les initiatives pour instaurer un climat adéquat visant la mobilisation globale des énergies des investissements et l'amélioration de leur attractivité territoriale et de leur spécificité concurrentielle », son rôle étant « la création d'une valeur ajoutée » devant assurer à la population de meilleures opportunités de travail et un cadre de vie décent. A cette occasion, une minute de silence a été observée à la mémoire des victimes de l'effondrement d'une bâtisse à la basse Casbah. Rassurant les familles sinistrées, le nouveau wali a promis que la wilaya et les pouvoirs publics ne ménageraient aucun effort pour la prise en charge des bâtisses menaçant ruine. M. Siouda a indiqué que son prédé-



cesseur avait marqué de son empreinte la mise en œuvre de l'ambitieux plan stratégique et réalisé plusieurs acquis au profit de la capitale. Pour sa part, M. Zoukh a déclaré que, depuis son arrivée à la tête de l'exécutif de la

wilaya d'Alger en novembre 2013, il s'était fixé pour objectif « de servir l'intérêt général ». A rappeler qu'il a été mis fin aux fonctions de M. Zoukh dans le cadre d'un mouvement partiel dans le corps des walis et des

walis délégués opéré par le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, conformément à l'article 92 de la Constitution, selon un communiqué de la Présidence de la République.

N. T.

Saison estivale 2019 à Annaba

Réception attendue de deux nouveaux hôtels

Deux nouveaux hôtels entreront en service dès la saison estivale prochaine pour renforcer les structures d'accueil du secteur du tourisme de la wilaya d'Annaba, a-t-on appris jeudi auprès des services de la Direction du tourisme et de l'artisanat (DTA). Il s'agit des infrastructures hôtelières « Sidi Brahim » et « Tamanart », réalisées au chef-lieu de wilaya, ont précisé les mêmes services. Construits dans le cadre de l'investissement privé, ces hôtels, d'une capacité globale de 390 lits, sont en phase d'équipement, a-t-on précisé à la DTA, soulignant que l'ensemble des structures hôtelières de cette région dis-

pose actuellement de 4 882 lits. La réalisation de ces deux projets touristiques, a-t-on indiqué, a été effectuée selon « les normes de qualité requises pour la classification de ces hôtels ». Une fois entrées en exploitation, ces structures hôtelières urbaines permettront de renforcer les services hôtelières, dans une ville très prisée en été par les vacanciers et autres touristes, où 47 établissements du genre sont opérationnels, a-t-on affirmé. D'autre part, des travaux de modernisation et d'extension de l'hôtel international Seybouse, sis au centre ville d'Annaba, sont toujours en cours, a ajouté la même source, faisant

savoir que cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme mis en œuvre par les services du secteur, visant la mise à niveau et le renouvellement des infrastructures hôtelières publiques. D'un délai de réalisation de 12 mois, le projet d'extension et de renouvellement de cet hôtel se déroule avec une cadence « accélérée ». Le projet d'extension de l'hôtel porte sur la modernisation de ses équipements, ainsi que la création des espaces de services et autres destinés à abriter des manifestations scientifiques et artistiques, en plus des airs de loisirs, a-t-on indiqué.

Anissa H. /APS

Mostaganem

Baisse de 7% du volume de l'activité commerciale

Le volume de l'activité commerciale de l'Entreprise portuaire de Mostaganem (EPM) a enregistré une baisse de 7 pour cent durant le premier trimestre de l'année en cours, a-t-on appris jeudi de la direction commerciale de l'EPM. Selon les chiffres avancés par le service des statistiques relevant de la direction commerciale du port de Mostaganem, cette activité a enregistré un recul de 31 000 tonnes par rapport à la même période de l'année dernière. Le volume commercial du port a dépassé, jusqu'au 31 mars dernier, 413 320 tonnes contre 445 000 t au premier trimestre de 2018. Les importations ont connu en cette période de l'année courante (1^{er} janvier-31 mars) une baisse de 8 pc avec une hausse des exportations de 15 pc de 21 920 en 2018 à 25 149 tonnes cette année, a-t-on indiqué. Le bilan fait état d'une baisse de l'importation des semences de pomme de terre (12 pc), des engrais (13 pc), des plaques en acier (18 pc), autres produits fer-

reux (6pc). Le volume des importations de produits agricoles, équipements, matériels, véhicules, moyens de transports a également baissé et l'importation du bois a augmenté de 13 pc, des viandes (47 pc), des produits pétroliers (111 pc). Il a été procédé, à la même période de 2019, à

l'exportation de 5 839 tonnes d'argile utilisé en batteries, de 1 353 t d'hélium, de 714 t de pomme de terre de consommation, de 177 t de dattes, de 82 t de maraichers et de produits alimentaires vers plusieurs marchés européens et africains. L'activité des containers a connu,

aussi, un recul la même période pour les opérations d'import et export. Depuis le début d'année en cours, 2.616 containers d'un poids global de 15 240 tonnes ont été déchargés et 5 045 containers d'un poids de 17 000 tonnes destinées à l'étranger ont été chargés. Le volume global de

l'activité commerciale de l'Entreprise portuaire de Mostaganem a atteint, l'année dernière, 1,5 million de tonnes, soit une croissance des exportations de 106 000 t de différentes marchandises et produits agricoles vers différentes destinations à l'étranger.

A. O.

Mila

Mise en service au deuxième semestre de trois nouvelles infrastructures de jeunesse et sport

Trois nouvelles infrastructures de la jeunesse et des sports dans la wilaya de Mila seront mises en service « au début du deuxième semestre de l'année en cours », a indiqué jeudi le directeur du secteur. Ces infrastructures, réalisées dans trois communes à travers la wilaya ont nécessité un investissement financier de l'ordre de 390 millions de dinars, a expliqué le directeur de la jeunesse et des sports (DJS), Tahar Amriou. Dans les détails, le même responsable a indiqué qu'il s'agit d'un camp de jeunes d'une capacité de 300 lits, doté d'un terrain de proximité, d'une piste cyclable, d'un espace

de tennis de table, ainsi que d'un théâtre plein air, réalisé aux abords du barrage de Beni Haroun, à proximité de la base nautique de la localité El Sibari (commune de Grarem Gouga). Ce projet, en voie de parachèvement des travaux, sera inauguré à l'occasion de la célébration du 57^e anniversaire de la Fête de l'indépendance et de la jeunesse, a souligné M. Amriou. La deuxième infrastructure consiste dans une piscine de proximité, réalisée dans la commune de Yahia Beni Guecha (ouest de Mila), tandis que la troisième structure est un complexe de jeunesse en cours de réalisation dans la commune de

Benyahia Abderrahmane (Sud de Mila), a précisé la même source. La mise en service de ces projets de la jeunesse et des sports portera le nombre du parc des infrastructures de ce secteur à 50 structures de jeunesse et 25 infrastructures sportives, a signalé le même responsable. Des efforts sont consentis pour renforcer davantage ces infrastructures sportives, a ajouté le directeur de la jeunesse et des sports de Mila, notant que des propositions seront formulées lors des assises d'arbitrage, qui auront lieu au cours « des prochains jours », et ce, en vue de lever le gel sur ce genre de projets.

R. R.

Assaut sur Tripoli

La Maison-Blanche a donné son feu vert à Haftar

■ Le président Trump aurait donné son feu vert au général à la retraite Khalifa Haftar pour prendre Tripoli, marquant un tournant décisif dans la position des Etats-Unis à l'égard de la crise en Libye, confient des diplomates américains à Bloomberg.

Par Samah Y.

La Maison-Blanche a annoncé vendredi dernier dans un communiqué que le président Trump et Khalifa Haftar ont discuté le 15 avril d'une «vision commune» pour la transition en Libye. La présidence américaine a loué le rôle de Haftar dans la lutte contre le terrorisme et la sécurisation des ressources pétrolières de la Libye.

Un second entretien téléphonique avec le chef du National Security Council, John Bolton, a donné aussi l'impression à Haftar d'avoir reçu le feu vert de la Maison-Blanche pour poursuivre son offensive militaire contre Tripoli, confient trois diplomates américains qui se sont exprimés à Bloomberg sous couvert de l'anonymat.

Ces révélations vont au-delà de la déclaration publiée par la Maison-Blanche vendredi. L'information selon laquelle le chef de la Maison-Blanche a reconnu tacitement Haftar a brusquement miné le Gouvernement d'union nationale libyen (GNA) reconnu par la communauté internationale.

Selon les mêmes sources, l'entretien téléphonique entre Trump et Haftar est intervenu six jours après la visite du président égyptien, Abdel Fattah El-Sissi à Washington. Ce dernier a demandé à son homologue américain d'apporter le soutien des Etats-Unis à Khalifa Haftar.

Trump s'est également entretenu jeudi dernier avec le prince héritier d'Abou Dhabi, également commandant suprême des forces armées des Emirats arabes unis, Mohammed Bin Zayed Al Nahyan, qui a plaidé la

cause de Haftar auprès de la Maison-Blanche, révèlent les mêmes sources.

Par ce rapprochement du général à la retraite Khalifa Haftar, la Maison-Blanche se démarque de la traditionnelle position américaine sur la crise en Libye, réitérée récemment par le secrétaire d'Etat, Mike Pompeo.

Dans une déclaration, publiée le 7 avril, le chef de la diplomatie américaine s'est clairement opposé à l'offensive militaire menée par les troupes de Khalifa Haftar, exigeant l'arrêt immédiat de l'assaut sur Tripoli.

Peter Bode, le chargé d'affaires américain en Libye, a mis en garde Haftar contre une telle aventure, en déclarant lors d'une réunion tenue en février à Abou Dhabi, que la capitale Tripoli était «une ligne rouge», affirmant ces sources diplomatiques.

Trump et Bolton sont à l'origine du changement de cap en Libye. Washington qui a initialement soutenu l'initiative britannique au Conseil de sécurité pour arrêter les combats a stoppé ensuite ses efforts, opposant une résistance à un projet de résolution réclamant un cessez-le-feu aux belligérants.

Le GNA demande à l'ONU d'enquêter sur les crimes de Haftar à Tripoli

La Libye a demandé au Conseil de sécurité de l'ONU d'envoyer une équipe d'inspecteurs pour enquêter sur les crimes commis par les troupes de Khalifa Haftar contre des civils dans la capitale Tripoli depuis le lancement de l'agression contre la capitale libyenne le 4 avril der-



nier. Selon une lettre publiée jeudi par la presse locale, le Gouvernement d'union nationale (GNA) libyen, reconnu par la communauté internationale et soutenu par l'ONU, a saisi le Conseil de sécurité sur les crimes commis par les troupes du général à la retraite Khalifa Haftar, à Tripoli.

Dans cette lettre adressée par l'ambassadeur libyen à l'ONU au Conseil de sécurité lui demandant d'envoyer des enquêteurs, le GNA a fait état de tueries de civils, de destruction de propriétés, du recrutement des enfants soldats, ainsi que de l'usage de l'artillerie lourde par les troupes de Khalifa Haftar durant les trois semaines de l'agression contre la capitale libyenne, ont poursuivi les mêmes sources.

Depuis le début de l'agression, au moins 278 personnes ont été tuées et 1 332 autres blessées, selon le dernier bilan de l'Organisation mondiale de la

santé (OMS). Le Conseil de sécurité, divisé autour de la question libyenne, n'a pas réussi à adopter la résolution proposée par le Royaume-Uni et demandant un cessez-le-feu et un accès humanitaire.

Mercredi, l'Envoyé spécial des Nations unies pour la Libye, Ghassan Salamé, a appelé à un «fort soutien» de la part de la communauté internationale à l'arrêt des combats en Libye et à la reprise du processus politique.

S'exprimant à Rome lors d'un point de presse à l'issue d'une rencontre avec le ministre italien des Affaires étrangères, Enzo Moavero Milanesi, M. Salamé a déploré la division existant au niveau du Conseil de sécurité de l'ONU, qui n'est pas parvenu à se mettre d'accord sur un projet de résolution sur la Libye.

«Je suis autant préoccupé par les combats sur le terrain que par les divisions de la communauté

internationale», a fait observer M. Salamé.

De son côté, le président du Conseil présidentiel du Gouvernement d'union nationale libyen (GNA), Fayez al-Sarraj, a affirmé mercredi dans un entretien accordé au quotidien français «Libération», que «la décision de Haftar d'attaquer Tripoli a détruit les efforts de paix», l'accusant de «criminel de guerre» pour avoir bombardé «des écoles, des hôpitaux, des ambulances et même un entrepôt de livres scolaires».

Il a dit, à cet effet, ne pas «vraiment» comprendre le silence de la communauté internationale alors que ces actes, a-t-il affirmé, «sont documentés».

«Nous avons dû fermer les écoles pour protéger nos enfants des bombardements. Haftar devra être poursuivi pénalement pour ces crimes», a ajouté le Chef du gouvernement d'entente nationale. S. Y./APS

Sahara occidental

Ghali appelle le Conseil de sécurité à condamner «les actions déstabilisatrices» du Maroc

Le président sahraoui, Brahim Ghali, a appelé le Conseil de sécurité à «condamner avec la plus grande fermeté» les violations du cessez-le-feu par le Maroc qui risquent de compromettre les progrès sur la voie d'une solution politique au conflit du Sahara occidental.

«A la veille des consultations du Conseil de sécurité sur le renouvellement du mandat de la Minurso, il est de mon devoir d'attirer votre attention sur l'escalade des violations du cessez-le-feu par le Maroc et le besoin urgent pour le Conseil de sécurité d'agir rapidement pour condamner de tels actes», écrit le président Ghali dans une lettre transmise mercredi au président du Conseil de sécurité, Christoph Heusgen.

Brahim Ghali, également secrétaire général du Front Polisario, relève qu'il est temps pour le Conseil de sécurité de

mettre fin à l'intransigeance du Maroc» en condamnant ses «actions déstabilisatrices».

«Ne pas condamner avec la plus grande fermeté une telle intransigeance envoie un signal dangereux, selon lequel, de nouvelles violations seront commises en toute impunité», affirme le président sahraoui.

Se référant aux violations majeures de l'accord militaire N 1, énumérées par le secrétaire général de l'ONU dans son dernier rapport sur le Sahara occidental, Brahim Ghali dénonce «une série de gestes de mauvaise foi» dans laquelle s'est lancé le Maroc et qui a exacerbé les tensions et déstabilisé la situation sur le terrain.

Guterres a dénoncé dans ce rapport la construction par le Maroc d'un nouveau mur de sable près du territoire occupé de

Mahbes qu'il a qualifié de «violation majeure» de l'accord militaire N 1.

Le chef de l'ONU a exigé le démantèlement de cette barrière ainsi que tous les postes militaires déployés illégalement dans les zones restreintes où les activités de renforcement des infrastructures militaires sont interdites.

«Au moment où les deux parties ont été instamment priées de faire preuve de bonne foi et de s'abstenir de tout acte susceptible de saper les négociations facilitées par l'ONU, le Maroc a fait exactement le contraire», indique Brahim Ghali, citant en cela les graves violations des droits de l'Homme documentées par l'organisation onusienne et les restrictions imposées à la liberté de mouvement de la Minurso et de l'émissaire onusien, Horst Kohler.

«Il est impératif que le Conseil agisse d'urgence pour renforcer le travail de l'en-

voyé personnel du secrétaire général pour le Sahara occidental et pour veiller à ce que les prochaines étapes donnent des résultats tangibles pour notre peuple», affirme le président Ghali.

Réitérant l'engagement de la partie sahraouie à demeurer engagée dans le processus politique relancé par l'ONU, Brahim Ghali estime qu'il est «crucial» que les membres du Conseil de sécurité demandent au Maroc de s'engager dans les négociations sans préconditions et de bonne foi.

Il faudrait obliger le Maroc à libérer les prisonniers politiques sahraouis, y compris le groupe Gdeim Izik, et à permettre aux observateurs internationaux des droits de l'Homme et aux médias d'accéder au territoire occupé, conclut le président sahraoui.

R. M.



Attentats au Sri Lanka

Le leader radical Zahran Hashim était l'un des kamikazes

■ Le chef du groupe islamiste accusé dans les attentats jihadistes de Pâques au Sri Lanka, Zahran Hashim, est mort en perpétrant l'une des attaques suicides qui ont fait 253 morts dans l'île d'Asie du Sud, a annoncé vendredi la présidence.

Recherché par les autorités, l'homme était le chef du National Thowheeth Jama'ath (NTJ), mouvement jihadiste local accusé par Colombo d'avoir perpétré ces attentats qui ont visé des églises et des hôtels de luxe dimanche matin. Son sort depuis cinq jours était jusqu'ici inconnu et il faisait figure de suspect numéro un dans la chasse à l'homme des forces de l'ordre.

«Ce que les services de renseignement m'ont dit c'est que Zahran a été tué dans l'attaque du Shangri-La dimanche matin», a déclaré le président Maithripala Sirisena lors d'une rencontre avec la presse. Zahran Hashim a mené l'attaque suicide contre l'établissement hôtelier haut de gamme de la capitale avec un second kamikaze, identifié comme «Ilham», a précisé le chef de l'État. Zahran Hashim apparaissait sur une vidéo publiée par le groupe jihadiste État islamique (EI), qui a revendiqué ces attentats, où on le voyait mener sept hommes dans un serment d'allégeance au chef de l'EI, Abou Bakr al-Baghdadi. Il était âgé d'une quarantaine d'années et originaire de la région orientale de Batticaloa, où l'un des kami-

kazes a frappé dimanche une église évangélique en pleine messe de Pâques.

La tension reste vive au Sri Lanka où la traque de suspects continue. Les forces de sécurité ont interpellé près de 75 personnes depuis dimanche en lien avec ce bain de sang, dont le bilan humain a été revu fortement à la baisse jeudi soir.

Les autorités ont ramené le nombre officiel de morts à 253, contre 359 précédemment, expliquant que des corps terriblement mutilés de victimes avaient été comptés plusieurs fois par erreur. Sur les 485 personnes ayant été hospitalisées pour des blessures, 149 restaient à l'hôpital jeudi soir, selon le ministère de la Santé.

Du Royaume-Uni à Israël en passant par les Pays-Bas, plusieurs pays ont appelé leurs ressortissants à éviter de se rendre au Sri Lanka ou à quitter le pays s'ils s'y trouvent. L'Australie a jugé vendredi «probable» que de nouveaux attentats y soient commis.

La polémique gronde sur l'incapacité des décideurs sri-lankais à empêcher les attentats suicides en amont. Dans ce contexte, deux hauts respon-

sables ont démissionné. Le plus haut responsable du ministère de la Défense a démissionné jeudi, disant «accepter la responsabilité» de cet échec, a rapporté à l'AFP une source ministérielle. Vendredi, le président a annoncé la démission du chef de la police.

Colombo, qui a reçu l'aide d'une équipe du FBI pour l'enquête sur le carnage, a reconnu une «défaillance» de l'État en matière de sécurité, les autorités n'ayant pas su empêcher ce bain de sang alors qu'elles disposaient d'informations très précises.

Une alerte rédigée le 11 avril par le chef de la police, prévenant que le NTJ préparait des attentats, n'a pas été communiquée au Premier ministre et à des ministres de haut rang, dans un contexte de lutte de pouvoir entre le chef de gouvernement et le président Sirisena - qui est également ministre de l'Intérieur et de la Défense.

À plusieurs reprises avant les attaques de Pâques, l'Inde a averti le Sri Lanka du risque d'attentats suicides, a rapporté jeudi



PH: D. R.

à l'AFP une source proche du dossier. New Delhi avait mis la main sur des contenus «menaçants», dont des vidéos, lors d'arrestations dans le sud du pays de personnes soupçonnées de liens avec l'EI.

«Les vidéos montraient un leader radical au Sri Lanka qui tenait des propos menaçants indiquant que des attaques suicides étaient possibles», a précisé la source, qui a requis l'anonymat. Selon la presse indienne, l'hom-

me sur les images est Zahran Hashim, le chef du NTJ.

Le Sri Lanka a suspendu un projet d'exemptions de visa touristique qui était destiné à doper la fréquentation en basse saison. Les attentats pourraient dissuader de nombreux voyageurs de se rendre dans cette île prisée pour ses plages idylliques et sa nature verdoyante, qui avait connu une année record en 2018 avec 2,33 millions de touristes.

Rosa C.

Japon

Akihito abdique le 30 avril, une première en 200 ans

Après 30 ans et 5 mois, le règne de l'empereur japonais Akihito s'achèvera le 30 avril lorsqu'il abdicuera au profit de son fils aîné, le prince héritier Naruhito, qui deviendra le lendemain le 126e souverain du trône du Chrysanthème.

Le Japon basculera le 1^{er} mai à 00h00 (mardi 15h00 GMT) dans l'an 1 de la nouvelle ère impériale «Reiwa» («belle harmonie»), après trois décennies d'ère Heisei («parachèvement de la paix»).

Ce sera la première fois en deux siècles qu'un empereur japonais cède sa fonction de son vivant, en vertu d'une loi d'exception écrite sur mesure pour Akihito. Ce dernier avait subtilement exprimé mi-2016 son souhait d'être déchargé de sa tâche, qu'il ne pourrait plus «exercer corps et âme» en raison de son âge (85 ans aujourd'hui) et d'une santé sur le déclin.

La date de l'abdication, ainsi que l'ensemble des dispositions entourant cet événement, ont été décidées par le gouvernement, la famille impériale n'ayant pas son mot à dire.

La population nipponne se prépare ainsi à des festivités historiques et quasi inédites puisque, cette fois, la nation n'est pas endeuillée par le décès du souverain, comme c'était le cas lors des précédentes successions en 1989 (mort de Hirohito aussi appelé empereur

Showa), 1926 (mort de l'empereur Taisho) ou 1912 (mort de l'empereur Meiji).

Les principales cérémonies ultra-protocoles et très brèves des 30 avril et 1^{er} mai, qui auront lieu dans la plus belle salle du Palais impérial, seront diffusées sur la chaîne publique NHK avec une solennité rare.

Des rassemblements publics sont aussi attendus aux abords du palais impérial et de sanctuaires shinto, quasi religion qui régit en partie les rites impériaux.

Toutefois, l'ensemble des événements relatifs à ce changement s'étale sur des mois, avec un autre point culminant à l'aube quand seront accueillis des chefs d'État et nombreuses personnalités. «Il y a plusieurs étapes dans le cérémonial de succession qui ne sont en fait précisées dans aucune loi», expliquait récemment lors d'une conférence de presse l'éditorialiste et historien Eiichi Miyashiro.

«Le sens de ces cérémonies est difficile à comprendre et la plupart des Japonais l'ignorent», Akihito et son épouse Machiko ont effectué ces dernières semaines leurs ultimes pèlerinages à travers le pays qu'ils ont sillonné trois décennies durant, notamment pour aller reconforter les sinistrés après les nombreuses catastrophes naturelles de leur ère de règne. Le couple impérial est très respecté, ce qui tient beaucoup à la relative proxi-

mité qu'il a su créer avec les citoyens. L'impératrice Michiko est le sujet d'un «véritable engouement populaire» et «l'empereur a su entrer dans l'aire de l'affection par exemple en serrant des mains», précise Hideya Kawanishi, professeur de l'Université de Nagoya.

Héritant des titres nouveaux d'empereur émérite et impératrice émérite, ils cèdent le palais impérial à Naruhito et son épouse Masako, respectivement âgés de 59 et 55 ans.

Naruhito deviendra ainsi le nouveau «symbole du peuple et de l'unité de la nation», selon la définition donnée par la Constitution entrée en vigueur en 1947 et par laquelle l'empereur a perdu son statut semi-divin.

Akihito a œuvré à donner une substance à ce rôle et Naruhito promet de s'inscrire dans cette continuité. Il a déjà signifié qu'il continuerait à faire en sorte que les exactions du Japon durant la guerre ne soient pas passées sous silence pour les générations futures. Il aura aussi à cœur de continuer à soutenir les victimes de désastres naturels.

Mais de l'avis des experts, il faudrait qu'il aille encore plus loin pour imprimer sa marque. Sa préoccupation depuis des décennies dans le problème de l'eau sur Terre pourrait être l'axe d'un engagement plus international.



Impuissance

Carrière

Par Fouzia Mahmoudi

Durant ses deux mandats à la Maison-Blanche, Barack Obama n'a eu de cesse de témoigner de son amitié et admiration pour son vice-président Joe Biden. Pourtant, au moment de la présidentielle de 2016 aucune allusion à une quelconque ambition de Biden ne fut mise en avant, celui-ci au contraire soutenant, tout comme Obama, Hillary Clinton. Mais aujourd'hui il semblerait que l'ex-vice-président soit prêt à endosser de plus grandes responsabilités. En effet, Joe Biden est aujourd'hui le 20^e candidat à l'investiture démocrate pour la présidentielle de 2020. Celui-ci fort d'une image de modéré rassembleur et d'une popularité persistante, malgré de récentes polémiques sur des gestes d'affection trop marqués, devient ainsi l'un des prétendants les plus crédibles aux prochaines élections primaires. «Les valeurs fondamentales de cette nation, notre rang dans le monde, notre démocratie même, tout ce qui a fait l'Amérique est en jeu. C'est la raison pour laquelle j'annonce ma candidature à la présidence des États-Unis», a écrit Joe Biden sur Twitter. Avec son franc-parler et son large sourire, Joe Biden a, pour certains, la saveur rassurante d'une Amérique qui vivait dans l'«espoir» d'un pays nouvellement un lorsque le premier président noir avait été élu en 2008, alors qu'elle se sent aujourd'hui divisée, à l'ère de Donald Trump. Mais après une déjà bien longue carrière en politique, Joe Biden a reconnu lui-même qu'à 76 ans son âge soulevait des questions «légitimes». Depuis, plusieurs controverses ont contribué à l'ancrer encore plus nettement dans le passé. Aux femmes qui l'accusent d'avoir eu des gestes publics déplacés, Joe Biden, connu de longue date pour être volontiers tactile, a répondu début avril comprendre que les normes sociales avaient considérablement évolué, surtout depuis le mouvement anti-harcèlement #MeToo. S'il a promis d'être «plus attentif», il n'a pas offert d'excuses franches et a rapidement enchaîné en plaisantant sur ses manières, au risque d'apparaître déconnecté. Il devient ainsi avec Bernie Sanders, l'autre vétéran, le plus vieux candidat de la course à l'investiture démocrate, allant à l'encontre de la recherche d'inclusion de leur parti qui tente de mettre en avant des femmes, des jeunes et des membres des minorités pour s'opposer à l'autre vieil homme blanc de la prochaine élection, Donald Trump. F. M.

Documentaire de Bahia Bencheikh Lefgoun

«Fragments de rêves» projeté à Alger

■ «Fragments de rêves», film-documentaire de Bahia Bencheikh Lefgoun, qui met en avant le parcours d'acteurs de la société civile et des témoignages d'activistes des mouvements de contestation depuis 2011, a été projeté jeudi à Alger, devant un public nombreux.

Par Adéla S.

Accueilli à la Cinémathèque d'Alger, le documentaire, tourné entre la fin 2012 et le début 2013, restitue, 75 mn durant, la parole à de jeunes algériens pour exprimer leur désarroi, et leur mal-être dans une Algérie où le droit de manifester était encore interdit.

Des parcours et des témoignages, à l'instar de ceux de jeunes médecins et d'universitaires en colère, ainsi que ceux d'activistes-chômeurs de la société civile comme l'internaute Tarek Mameri d'Alger et Tahar Belabès de Ouargla, ou encore Adel Sayed, un poète non conformiste, animateur à la radio locale d'El Tarf, renvoyé pour «avoir dit ce qu'il pensait».

Les propos directs et forts exprimant un puissant désir de liberté, de dialogue et de paix des différents activistes, étaient appuyés par des images et des séquences d'archives, postées sur les réseaux sociaux, montrant des réunions nocturnes entre militants ainsi que des scènes d'organisation et de préparation de la contestation pacifique qui devait avoir lieu le lendemain, devant des bâtiments publics.

D'une ville à une autre, la

caméra de Bahia Bencheikh Lefgoun a permis aux spectateurs de s'extraire de «leur réalité» pour mieux la percevoir, car répercutée sur le grand écran, une «distanciation» qui aide, selon plusieurs spectateurs présents, à «mieux comprendre sa condition».

Laissant parler la profondeur des regards et des silences, la réalisatrice a, parfois, usé de langage poétique, réussissant à porter l'angoisse des jeunes activistes à l'écran, à l'instar de la «métaphore» de l'autoroute sous un soleil écrasant, prise, par moments, en gros plan et de manière continue, comme pour rappeler, de l'avis d'un spectateur, que «le chemin était encore long et difficile».

Programmé, en septembre 2018, à la clôture des 16^{es} Rencontres cinématographiques de Béjaïa (RCB), alors que les organisateurs n'avaient pas encore obtenu de visa culturel pour le projeter, «Fragments de rêves» a été frappé par la censure et interdit d'écran.

Les raisons invoquées, dans un communiqué rapporté par APS, par la Commission de visionnage des films cinématographiques, au programme des 16^{es} RCB, présidée par Mourad Chouih – également président du Centre national du cinéma et



de l'audiovisuel (CNCA) – avaient fait référence au contenu du documentaire qui, «fait la promotion de certains activistes sur Internet, condamnés par la justice», selon la commission.

Les organisateurs des 16^{es} RCB avaient alors annoncé l'arrêt de cette manifestation cinématographique annuelle pour protester contre l'«interdiction» de la projection du documentaire. Grâce à l'association cinématographique Project'heurts de Béjaïa, l'avant-première de

«Fragments de rêves» a pu avoir lieu le 23 mars dernier dans la même ville.

Invité à participer depuis 2017, à plusieurs rencontres internationales, au Burundi, en Allemagne, en France et en Espagne notamment, «Fragments de rêves» a été distingué en 2018 du Prix du meilleur documentaire en Italie, au «Al Ard Doc Film Festival».

«Fragments de rêves» est le deuxième documentaire de Bahia Bencheikh Lefgoun après

«H'na Barra» (nous dehors), coréalisé en 2014 avec Meriem Achour Bouakaz et qui traite en 52 mn, du statut des femmes dans les sociétés maghrébines.

Présenté grâce à l'apport du collectif «Cinivers», un club-club actif depuis 2014, le documentaire «Fragments de rêves», écrit, réalisé et produit par Bahia Bencheikh Lefgoun a été programmé à la Cinémathèque d'Alger pour une projection unique.

A. S./APS

Chlef

Session de formation sur les arts dramatiques

Plus d'une cinquantaine de stagiaires prennent part à une session de formation sur le théâtre et les arts dramatiques ouverte, jeudi, à la maison de la culture de Chlef, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Selon le directeur de la maison de la culture de Chlef, Djilali Dahmani, il s'agit d'ateliers-théâtre, inscrits au titre d'une convention signée entre son établissement et le théâtre amateur de Mostaganem, portant sur la formation de 52 jeunes amateurs du théâtre (dont 40 de Chlef, et 12 de Sidi Bel-Abbès, Oran et Touggourt), sur entre autres, les techniques d'éclairage, l'écriture théâtrale, et la réalisation, a-t-il expliqué.

Cette activité s'inscrit au cœur même des missions assignées à la maison de la culture, en tant que structure culturelle et éducative dédiée à la promotion du 4^e art, entre autres, a précisé M. Dahmani qui s'est félicité de la contribution assurée en la matière par le théâtre amateur de Mostaganem. Des experts du domaine, issus de différentes universités nationales assurent

l'encadrement de ces ateliers de formation, d'une durée de trois jours, a signalé, pour sa part, le commissaire du festival national du théâtre amateur de Mostaganem, Mohamed Nouari, les qualifiant (ateliers) de «véritables pépinières du théâtre amateur, destinées à aider ces jeunes

talents du 4^e art à prendre une option vers le professionnalisme», a-t-il estimé.

La convention signée avec la maison de la culture de Chlef, porte sur l'organisation tout au long de cette année 2019, de quatre ateliers, premiers du genre, au profit de jeunes ama-

teurs du théâtre, en vue de les aider à mettre en application les informations théoriques qui leur ont été inculquées au niveau des établissements du domaine, a expliqué M. Nouari.

Il a aussi fait part de la programmation de 27 ateliers similaires à travers le pays, au titre

du programme d'activités du théâtre amateur de Mostaganem, qui sera couronné à la «fin décembre prochain, par une rencontre nationale consacrée à l'examen des résultats de ces ateliers à l'échelle nationale», a-t-il fait savoir.

Racim C.

Réseaux sociaux

Mise en exergue dans une rencontre à Oran des entraves à la langue arabe

La dernière journée du 1^{er} congrès international sur les formes d'expression dans les discours algériens contemporains, organisé par l'université d'Oran 1 «Ahmed Benbella», a mis en exergue, jeudi, les défis et entraves à la langue arabe sur les réseaux sociaux.

Des conférenciers ont souligné, à cette troisième et dernière journée, que la langue de communication utilisée aujourd'hui sur les réseaux sociaux, en particulier par les jeunes, se caractérise par des phénomènes linguistiques humiliants faits de bilinguisme et d'intrusion de mots étrangers en arabe classique. Youcef Ould Nia de l'université de Mascara a indiqué, dans sa communication

sur le langage du jeune algérien sur le facebook que cette expression a pris de nouvelles formes et de nouveaux modes ne comportant aucune immunité linguistique de la langue arabe.

A l'exception de la classe d'intellectuels utilisant la langue arabe classique, le langage arabe utilisé sur le Net contient des erreurs linguistiques avec l'insertion de dialectes locaux, l'usage de l'alphabet latin, a-t-il fait remarquer, recommandant de créer «un arsenal linguistique arabe» pour permettre au jeune algérien d'utiliser des locutions dans l'écriture de textes électroniques, ainsi que l'ouverture de comptes officiels sur les réseaux sociaux d'instances scientifiques et

culturelles pour sensibiliser les jeunes à une communication sérieuse et objective.

Pour sa part, Kamel Amamra de l'université de Chlef a traité de la sémiologie de l'image dans le discours visuel et de l'importance de la langue dans la communication réussie exigeant de l'expéditeur d'avoir un bon langage pour faire transmettre son idée.

Le congrès a recommandé à l'issue des travaux de traiter à la prochaine édition le thème des formes d'expression artistiques dans les discours algériens.

Cette rencontre internationale de trois jours a regroupé des universitaires du pays et des chercheurs de Tunisie et de France.

R. C.



CAN-2019 U23 / Éliminatoires

L'EN en regroupement à Sidi Moussa

LA SÉLECTION algérienne des moins de 23 ans (U23) effectuera un stage de préparation du 27 avril au 1^{er} mai au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), en prévision des prochaines échéances officielles, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF).

Le sélectionneur national des U23, Ludovic Batelli, a établi une liste de 22 joueurs pour prendre part à ce regroupement.

Les joueurs concernés par les compétitions des 27 et 28 avril avec leurs clubs sont autorisés à y prendre part et à rejoindre dans la soirée le lieu de regroupement, souligne l'instance fédérale sur son site officiel.

Les partenaires de Boudaoui préparent la double confrontation de juin contre la redoutable équipe du Ghana, comptant pour le 3^e et dernier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 de la catégorie, qualificative aux Jeux Olympiques Tokyo-2020.

La manche aller entre Ghanéens et Algériens se jouera le 5 juin à Accra et le match retour aura lieu le 9 juin en Algérie. L'Algérie s'est qualifiée au 3^e et dernier tour en dominant

la Guinée Equatoriale (0-0, 3-1) tandis que le Ghana a surclassé le Gabon (4-0, 0-0).

La phase finale de la Coupe d'Afrique des nations des U-23 aura lieu en Egypte du 8 au 22 novembre avec la participation de 8 pays. Les trois premiers se qualifieront pour le tournoi des Jeux Olympiques Tokyo-2020.

Liste des 22 convoqués:

Sifour Abdelmoumen (USM Alger), Daas Saïd (MC Alger), Gatal Oussama (USM Blida), Ben Maarouf Farouk (ASO), Mouali Hamza (Paradou AC), Khacef Naoufel (NA Hussein-dey), Adoune Tarek (US biskra), Azzi Imad-Eddine (NA Hussein-dey), Haddad Mouad (JSM Skikda), Tougai Mohamed (NA Hussein-dey), Farhi Brahim (JS Saoura), Douar Youcef (Paradou AC), Belarbi Kamel (USM Alger), Hamra Abderrahim (USM Alger), Boudaoui Hichem (Paradou AC), Benhamouda Bilal (USM Alger), Boumechra Mohamed Réda (USM El Harrach), Kaïbou Abdelkader (ASO Chlef), Saadi Ismaïl (WA Tlemcen), Messaoudi Bilal (WA Tlemcen), Benchaï Zakaria (USM Alger), Kadour Cherif Chaker (ASO Chlef).

Coupe d'Algérie - Demi-finale (retour)

La JSMB se qualifie et défiera le CRB en finale

■ La JSM Béjaïa sera l'adversaire du CR Belouizdad en finale de la Coupe d'Algérie. Les Béjaouis ont réussi à se qualifier pour la grande finale en dépit de la défaite concédée face à l'ES Sétif (0-1), en match retour des demi-finales joué ce jeudi au stade de l'Unité Maghrébine (Béjaïa).



Les Bougiotes animeront leur deuxième finale de leur histoire

Par Mahfoud M.

Judo/Championnat d'Afrique (1^{er} j) La sélection nationale récolte 4 médailles

LA SÉLECTION algérienne de judo a remporté 4 médailles (1 argent et 3 bronze) lors des épreuves de la 1^{re} journée du Championnat d'Afrique seniors, disputées jeudi au Cap (Afrique du Sud).

La médaille d'argent a été décrochée en dames par Hadjer Mecereh (-48 kg), qui est tombée en finale face à la Sud-Africaine Geronay Whitebooi, vainqueur par ippon au bout de 2min 22sec de combat.

De son côté, Meriem Moussa (-52 kg) a pris le bronze après sa défaite en demi-finales devant la Bissau-Guinéenne Taciana César puis sa victoire sur la Marocaine Fatima-Zahra El-Qorachi lors du combat pour la 3^e place. Dans la catégorie des -57 kg, les deux représentantes algériennes, Yamina Halata et Imène Rebiai, se sont croisées lors des repêchages pour la médaille de bronze et le dernier mot est revenu à Halata après 3min 37sec de combat.

En messieurs, Salim Rabahi (-60 kg) a dû passer par les repêchages pour enlever la

médaille de bronze, suite à sa victoire devant le Marocain Issam Bassou lors du combat pour la 3^e place.

Chez les -66 kg, Wail Ezzine a échoué aux repêchages face à l'Égyptien Ahmed Abdelrahman, terminant à la 5^e place, tandis que son compatriote Houd Zourdani a été éliminé dès les poules de cette catégorie de poids.

La sélection algérienne est composée de 17 judokas (9 messieurs et 8 dames), sous la direction des entraîneurs Amar Benyakhlef (messieurs) et Omar Rabahi (dames). Elle a fait le déplacement à Cape Town avec l'objectif de décrocher le maximum de médailles et de points en vue des Jeux Olympiques-2020 à Tokyo, selon la Fédération algérienne de la discipline (FAJ).

Au total, 212 judokas dont 85 dames représentant 31 pays sont présents au rendez-vous continental. L'Algérie est la mieux représentée avec 17 judokas, devant l'Afrique du Sud (pays hôte) qui en a engagé 16.

Kempo/Mondial 2019

L'Algérie veut une place parmi les premiers

L'ÉQUIPE nationale de Kempo (seniors) composée de 19 athlètes, prendra part à la 16^e édition du Championnat du monde (25-27 avril) en Espagne, avec l'objectif de raffer le maximum de médailles et décrocher une des premières places au classement général. «La liste des athlètes concernés par le rendez-vous espagnol est close depuis le premier stage préparatif à Souidania. Toutes les conditions étaient réunies pour préparer les athlètes physiquement et techniquement. Nous visons le maximum de médailles et prendre une des premières places au classement général», a déclaré le président de la Fédération algérienne de kempo, Hicham Ouhlima. Et d'enchaîner : «Le kempo est un art martial qui joue d'une grande popularité dans le monde. Ce mondial s'annonce très relevé, du fait de la présence de

concurrents de haut niveau. Pour notre part, nous allons nous donner à fond pour atteindre le dernier carré. L'équipe s'est bien préparée pour relever le défi». En prévision du Mondial espagnol, l'équipe nationale a effectué quatre stages de préparation, en présence de 19 athlètes dont 4 dames. Quatre entraîneurs ont été désignés par la Fédération algérienne de kempo pour encadrer les athlètes au Mondial d'Espagne. Il s'agit de Rabah Mahtout (entraîneur en chef / Fighting), Farid Bouhadjar (entraîneur adjoint), Mohamed Amine Moukaf (entraîneur / Dames), Reda Maazouz (Kata), outre le médecin fédéral Mohamed Defaïr. Lors de l'édition 2016 disputée en Roumanie en présence de 48 pays, les Algériens avaient obtenu la 2^e place, devancés par le pays hôte, tandis que la 3^e place est revenue aux Pays-Bas.

de la volonté et de la détermination des Béjaouis d'aller jouer une nouvelle finale.

Afin d'y parvenir, la JSMB a fait la moitié du chemin en s'adjudiquant la manche aller (1-2), disputée le 16 avril dernier à Sétif. Une victoire plus que salutaire pour les gars de Yemma Gouraya qui ont réussi à passer en finale malgré la défaite enregistrée chez eux ce soir (0-1). En effet, la JSMB se qualifie grâce aux deux réalisations scorées au stade du 8-Mai-1945 (Sétif).

Côté sétifien, jamais l'élimination de l'Entente n'a été aussi amère. Les camarades de Djabou quittent la compétition avec un énorme sentiment de frustration et de tristesse. Alors qu'elle avait tout misé sur le Coupe d'Algérie pour sauver sa saison, l'ESS a tout perdu

aujourd'hui. Pourtant, le but inscrit par Aïboud à la 14^e minute présageait une tout autre finalité pour l'Aigle Noir. Toutefois, la chance a choisi son camp et c'est la JSMB qui ira défier le CRB.

La finale de l'édition 2018-2019 sera inédite. Pour la première fois, le CRB et la JSMB vont se croiser à ce stade de la compétition. Si la JSMB a sorti l'ESS, le Chabab a pour sa part éliminé le CS Constantine. En effet, les Rouge et Blanc ont été les premiers à inscrire leur nom sur l'affiche de la finale suite à leur victoire (2-0) arrachée lors de la manche retour de la première demi-finale jouée mercredi au stade du 20-Août-1955 d'Alger.

M. M.

Mise à jour de la Ligue I Le PAC menace l'USMA

Deux matchs comptant pour la mise à jour de la Ligue I auront lieu cet après-midi, à savoir, PAC-NAHD et JSS-CSC. Ainsi, le derby algérois qui met-

tra aux prises le Paradou AC au NA Hussein-Dey aura une grande importance pour les poulaillers de Chalo surtout. En effet, ces derniers devraient pouvoir se rapprocher plus du leader, l'USM Alger. Une victoire de Jaune et Bleu devraient pouvoir leur permettre de réduire l'écart à seulement un point de la formation de Soustara, ce qui serait un grand pas pour ce club qui était revenu en force lors de cette phase retour. Toutefois, les Pacistes devront faire très attention à cette équipe du Nasria qui aura à cœur de se refaire une santé après avoir perdu lors de la précédente journée face au CRB. Les Sang et Or souhaitent vraiment l'emporter pour terminer la saison avec une place parmi les cinq premiers au moins étant donné qu'il sera difficile de terminer sur le podium. Le coach,

Mohamed Lacet, devrait, par ailleurs, aligner une équipe constituée en majorité de jeunes pour tenter de préparer la relève. De son côté, la JS Saoura accueille le CS Constantine dans un match qui ne revêt pas une grande importance pour les deux équipes qui termineront la saison sans aucun titre. Les Sudistes souhaitent quand même l'emporter étant donné que le match se joue chez eux. Pour la formation de la ville des ponts suspendus, il s'agit de se reprendre après la dernière défaite et l'élimination en Coupe d'Algérie face au CRB. Certes, cela reste difficile pour une équipe dont les joueurs sont à plat après avoir tout perdu, mais reste qu'ils veulent surtout réussir une fin heureuse.

I.M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Portes ouvertes en juin

Les missions et le rôle de la Cour des comptes à découvrir

LA COUR des comptes organisera en juin prochain une journée ouverte sur ses différentes structures et missions relatives au contrôle de la gestion des fonds publics, a-t-on appris auprès de la Cour. Ces portes ouvertes permettront au public, aux experts et aux professionnels de connaître les structures de cette instance, ses missions et ses objectifs.

Par ailleurs, cette manifestation sera précédée par l'organisation, le 5 mai prochain, d'une conférence de presse au siège de la Cour en vue d'informer l'opinion publique sur les programmes annuels d'activité de contrôle de la Cour des comptes mais aussi pour évaluer la mise en œuvre de ces programmes et de toutes les réalisations accomplies durant la dernière décennie visant la formation des magistrats dans le but d'actualiser les méthodes et les outils de contrôle, précise la même source.

La Cour des comptes s'est renforcée de neuf chambres territoriales pour un contrôle plus efficace des budgets des collec-

tivités locales, avait indiqué le directeur de la Cour des comptes, Abdelkader Benmarouf, devant la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre des auditions pour l'examen du projet de loi, modifiant et complétant, la loi n° 01-06 du 21 Moharram 1427 correspondant au 20 février 2006 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption.

Le même responsable avait rappelé que la Cour des comptes a pour mission principale de s'assurer de l'utilisation adéquate de l'argent public à travers l'audit des différents budgets, alloués aux administrations.

Rappelant que les budgets des collectivités locales étaient contrôlés «à distance», le président de la Cour des comptes a précisé que la création de ces chambres territoriales vise à assurer un contrôle de «proximité», et par conséquent plus efficace.

Hani Y.

Tamanrasset

Un terroriste se rend aux autorités militaires

UN TERRORISTE qui avait rallié les groupes terroristes en 2018, s'est rendu jeudi aux autorités militaires à Tamanrasset, alors qu'un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a découvert une cache d'armes et de munitions dans la même région, indique vendredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, et grâce aux efforts de l'ANP, le terroriste Moulay Mohamed El-Saleh dit

«Saleh» s'est rendu, le 25 avril 2019, aux autorités militaires à Tamanrasset/6^e RM. Ce terroriste avait rallié les groupes terroristes en 2018», précise le communiqué.

Dans le même contexte, un détachement de l'ANP a découvert «une cache d'armes et de munitions contenant un fusil semi-automatique de type Simonov, trois fusils à répétition, trente obus de mortier de calibre 82 mm et 3134 cartouches».

L. M.

Le Dinar Aujourd'hui



Loumis

Djalou@hotmail.com

Mise à l'écart du secrétaire général

Bataille des non-dits au ministère de l'Industrie

Alors qu'il est attendu du gouvernement actuel une gestion plus souple des affaires respectives de chaque département en raison du mouvement populaire qui appelle au changement radical dans le pays, il semble bien que la nouvelle ministre de l'Industrie, un des secteurs stratégiques de l'économie nationale, soit totalement en déphasage avec cette période sensible.

Par Lynda N.

Et pour cause, quelques semaines après sa nomination à la tête du ministère de l'Industrie, Djamilia Tamazirt, a décidé de dégommer son secrétaire général faisant partie du staff de l'ancien ministre Youcef Yousfi. Pour cela, après l'avoir écarté de la gestion du département de l'Industrie, sans qu'aucune raison professionnelle ne soit évoquée, elle décide de le mettre en «congé forcé» et de désigner un autre cadre du ministère pour le remplacer. Une décision que Kheireddine Medjoubi, SG au

ministère de l'Industrie, refusera et continuera à rejoindre le plus normalement du monde son poste de travail. Voilà que Mme Tamazirt, dans son abus de pouvoir, passe d'un cran et interdit à M. Medjoubi l'accès au ministère, ceci avant de forcer son bureau. Face à un tel comportement, ce dernier fera venir un huissier de justice près la cour d'Alger pour constater les faits, dont nous détenons une copie. Pour rappel, Djamilia Tamazirt a pris ses fonctions à la tête du ministère de l'Industrie et des Mines, le 1^{er} avril dernier en remplacement de Youcef Yousfi. Lors de la cérémonie de son ins-

tallation officielle, promettant de «ne ménager aucun effort pour mobiliser les capacités internes et externes afin de faire aboutir tous les projets du secteur», elle avait dit «compter sur la collaboration» de tous les éléments du ministère «pour poursuivre les efforts fournis depuis ces dernières années».

Sauf que force est de constater que ses pratiques abusives, dont se plaint le personnel du ministère, sont loin d'être en conformité avec son discours. Voici là, une belle manière de M^{me} Tamazirt pour faire «aboutir tous les projets du secteur».

L. N.

Nécessité d'établir un programme de dépistage plus efficace

Le nombre de cancers en augmentation inquiétante

Ces dernières années, le nombre de personnes atteintes d'un cancer a fortement progressé et les chiffres sont en constante augmentation. En Algérie, son incidence progresse régulièrement. On enregistre plus de 12 000 nouveaux cas chaque année, selon les spécialistes. En dépit de la création de plusieurs centres anti-cancer et l'importation massive de médicaments, l'Algérie accuse toujours du retard dans la prise en charge des cancéreux, par manque d'infrastructures et d'équipements. Avec ces prévisions alarmantes, il est urgent de trouver des solutions pour améliorer la situation des malades, notamment en ce qui concerne le remboursement des traitements anticancer qui coûtent très cher. A cet effet, un programme de dépistage du cancer du sein plus efficace doit être établi, à l'instar du programme de dépistage du cancer du col de l'utérus qui a prouvé son efficacité, a insisté le chef de service d'épidémiologie et médecine préventive à l'Établissement hospitalo-universitaire (EHU), Nori Midoun. «Des progrès ont été enregistrés en matière de traitement du cancer du sein, mais pas en matière de prévention et de

sensibilisation», a-t-il souligné, faisant savoir que «plus de 80% des femmes atteintes du cancer du sein arrivent à l'hôpital dans un stade plus ou moins avancé, où même les traitements les plus révolutionnaires ne pourront rien faire». S'exprimant en marge d'une journée d'oncologie organisée par la Société algérienne d'oncologie médicale (SAOM) et la Société d'oncologie médicale d'Oran, le P Midoun a souligné que «le programme national de dépistage du cancer du col de l'utérus a donné de bons résultats, ce qui nous a permis de maîtriser cette maladie». «Le dépistage du cancer du col de l'utérus a bien été organisé dès le début, ce qui a permis de découvrir la maladie chez beaucoup de femmes précocement, d'un simple test de frottis, ce qui n'est pas le cas pour le cancer du sein que nous souhaitons améliorer car le dépistage de ce genre de cancer est beaucoup plus délicat et nécessite beaucoup plus de moyens», a-t-il encore déclaré. Le cancer du sein en Algérie, première cause de mortalité chez les femmes de plus de 40 ans, constitue «un vrai problème de santé publique pour lequel les différents plans et stratégies anti-

cancer mis en place n'ont pas montré leur efficacité en raison du manque de sensibilisation», a souligné le P Midoun, tout en faisant remarquer que le taux d'incidence est en augmentation constante. Pour lui, la prévention et le dépistage précoce du cancer constituent les meilleurs moyens de lutte contre cette pathologie et peuvent être appuyés par des programmes adaptés en direction de la population. Il a plaidé, au passage, pour l'organisation de plus en plus de campagnes de dépistage, ce qui permettra de détecter toute anomalie au stade préclinique. Cette première journée d'excellence en oncologie a réuni des médecins et des médecins-résidents de différents établissements sanitaires de la région Ouest. Plusieurs sujets y ont été abordés dont l'épidémiologie du cancer du sein, les facteurs de risques, le cancer du sein en situation métastatique et du cancer du sein en grossesse, entre autres. Chaque année, près de 1,38 million de nouveaux cas sont enregistrés dans le monde et 458 000 décès sont dus au cancer du sein. Ce type de cancer est de loin le premier chez la femme.

Meriem Benchaoua